

Histoire de la colonisation belge au Congo. Exposé public de Lutte ouvrière Belgique de septembre 2016

Tous les jours on nous parle des étrangers, des réfugiés qui tentent d'atteindre l'Europe comme d'une menace. Une menace pour notre sécurité carrément quand la presse relayant la plupart des hommes politiques pointe du doigt les musulmans comme cause de tous les maux, et les associent sans cesse aux terroristes. Ou tout au moins une menace pour nos emplois, en parlant de ce qu'ils appellent le « dumping social », c'est-à-dire la concurrence de travailleurs acceptant des salaires plus bas. Comme si le problème de l'insécurité, du chômage et des bas salaires étaient dus à l'existence d'autres travailleurs, d'autres nationalités ou religions... Et pas simplement à la soif de profit du patronat.

L'exposé de ce soir, en racontant l'histoire du Congo depuis sa colonisation par Léopold II, montrera comment le développement du capitalisme en imposant la domination de la bourgeoisie occidentale à toute la planète a uni les travailleurs du monde entier dans une même exploitation, a mis des pays entiers au service de l'enrichissement de cette bourgeoisie.

On comprendra alors comment l'Afrique a pu devenir le continent le plus pauvre du monde et pourquoi des milliers de personnes chaque semaine risquent leur vie pour tenter de passer les barbelés ou pour traverser les mers afin de trouver un sort meilleur en Europe.

Du capitalisme commercial à la révolution industrielle, les premiers pillages de l'Afrique

Le Congo est situé en plein cœur de l'Afrique et est grand comme 80 fois la Belgique, c'est-à-dire que la surface de son territoire équivaut à la surface de l'Europe occidentale. Son histoire, comme celle de l'Afrique toute entière, est étroitement liée à celle de l'Europe, et plus particulièrement de la Belgique. Depuis l'époque du commerce triangulaire, de celui des esclaves, en passant par

le colonialisme, jusqu'à nos jours, les rapports entre l'Europe occidentale et l'Afrique ont toujours été des rapports d'exploitation, de pillage et d'oppression.

Et si le temps des colonies est fini aujourd'hui, des événements rappellent bien souvent que l'impérialisme européen est bien présent en Afrique.

L'Afrique a toujours eu des contacts avec les autres continents. Elle est d'ailleurs le berceau de l'humanité. C'est d'Afrique que sont partis les premiers hommes qui ont peuplé la planète.

Au 16^{ème} siècle, l'histoire de l'Afrique bascula. Les Européens, le Portugal en tête, pris par la soif de l'or de la noblesse, la recherche des épices et des soieries se lancèrent sur les mers à la recherche d'une nouvelle route pour les Indes. Ils ne se contentèrent pas de contourner l'Afrique, ils y implantèrent aussi des comptoirs commerciaux sur les côtes pour y faire du commerce avec les richesses du continent comme l'ivoire et l'or. Puis après la découverte de l'Amérique en 1492 par Christophe Colomb, ils vinrent y chercher des hommes pour remplacer dans les mines et les plantations d'Amérique, les millions d'Amérindiens décimés par la conquête européenne.

Durant trois siècles, au moins 15 millions d'Africains, jeunes et en bonne santé ont été déportés vers l'Amérique. Cela a provoqué une véritable saignée dans la population africaine. Les esclaves étant achetés à des chefs africains, quand ils n'étaient pas razzés. Les chefs africains se lançaient dans des chasses aux esclaves qui ont provoqué bien des guerres et des déplacements de population et qui ont fortement affaibli les sociétés agricoles africaines.

Le commerce des esclaves existait déjà en Afrique centrale avant l'arrivée des Européens. Des marchands arabes faisaient de la traite depuis l'Est et jusqu'au Congo. Mais cet esclavage était sans commune mesure avec la traite que les Européens vont développer en Afrique.

Fin du 19^{ème} siècle : La colonisation de l'Afrique

Tout l'or et l'argent, toutes les richesses ramenées en Europe par le commerce triangulaire - ce commerce qui unissait l'Europe, l'Afrique et l'Amérique- ont permis un développement considérable des bourgeoisies européennes. Ce sont ces richesses qui leur ont permis d'investir dans l'industrie naissante.

La révolution industrielle amorcée en Angleterre fin du 18^{ème} siècle et qui se répand ensuite sur le continent européen va rapidement poser le problème de l'approvisionnement en matières premières pour l'industrie et en débouchés pour les productions industrielles. Et alors que jusque-là les Européens ne s'étaient pas introduits à l'intérieur du continent africain, des explorateurs vont ouvrir la voie aux missionnaires et commerçants européens. La course aux colonies était lancée.

Pour se partager le gâteau africain, les chefs d'Etats européens se sont réunis à Berlin en 1885. On peut dire qu'ils se sont partagé l'Afrique à coups de latte. L'Acte de Berlin issu de cette conférence confia la souveraineté du Congo à Léopold II à titre personnel sous le nom d'Etat indépendant du Congo. Léopold II avait su jouer des rivalités entre les impérialistes français, anglais et allemands pour s'imposer au Congo. Il leur promettait la liberté de commerce et bien sûr de veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence...on verra ce que cela voudra dire en réalité.

Création d'une Force publique congolaise (1888)

La nécessité d'assurer un contrôle effectif de l'immense territoire congolais posait le problème de la création d'une force militaire à demeure. Ce qui s'appela la Force Publique fut créé dès 1888 car Léopold II ne disposait pas d'une armée nationale comme ses concurrents. Il se procura des officiers en Belgique. En ce qui concerne les simples soldats, les agents de Léopold entreprirent de racheter des hommes aux marchands d'esclaves arabes. Officiellement, les agents de Léopold « libéraient » ces esclaves... qui étaient aussitôt enrôlés de force dans son armée. Ces agents de la force publique n'étaient pas payés puisqu'ils devaient rembourser le prix de leur libération.

Bientôt les agents belges se passèrent des intermédiaires arabes, ils recevaient des primes au recrutement qui en firent un nouveau genre de négriers tout simplement. Plus d'un officier de l'armée belge s'enrichit considérablement par ces méthodes. Ce qui ne manque pas d'ironie car une des justifications de Léopold II pour coloniser le Congo était de libérer les Congolais de l'odieux esclavagisme arabe.

Les conditions de détention des « libérés » étaient tellement effroyables que d'après un rapport du juge De Saegher de 1892, les trois quarts des libérés

périssaient avant d'arriver là où ils pouvaient être utilisés et ceux qui survivaient étaient complètement privés du moindre réconfort moral. Sans parler de leurs conditions matérielles de vie : logement et nourriture pratiquement inexistantes ». Et quand on sait que, le plus souvent, on emmenait les recrues vers les camps d'instruction militaire enchaînées par le cou, on ne s'étonne pas qu'il y ait eu des révoltes mémorables au sein de la Force publique congolaise en 1895 et en 1897 notamment.

Des méthodes de recrutement à l'image de leur but : le pillage pur et simple

Léopold II s'était d'emblée approprié un énorme butin de terres indigènes, déclarées par ses soins... « terres vacantes ». Il partagea ces domaines entre des « compagnies à charte » à qui il accorda des concessions, c'est-à-dire le droit de considérer chacune sa zone comme un État dans l'État, pour l'exploitation des ressources naturelles. Il s'agissait de rafler le maximum d'ivoire, et d'amasser le maximum de caoutchouc sauvage à partir des lianes de la forêt. Mais même pour simplement piller, à cette échelle il faut beaucoup de main-d'œuvre. D'où la mise des villages aux travaux forcés sous couvert d'impôt en nature.

Le système incitait les soldats, les sentinelles, les chefs de villages à se conduire en tortionnaires de leurs frères congolais, chargés de faire respecter des quotas inhumains de livraison de caoutchouc. L'usage de la chicotte (un fouet dont les lanières sont en peau d'hippopotame) était systématique. La vie des Noirs ne comptait pas. Femmes et enfants étaient, au besoin, pris en otages dans des camps, pour forcer la population à produire. Une autre méthode étant, selon les termes d'un rapport de l'époque, « l'expédition militaire, avec capture des chefs, massacre des habitants, mutilation des femmes ou des enfants à pieds ou mains coupés ». Le système devint vite « rentable ». Dès 1894-95, ce fut l'explosion des profits.

Malgré le contrôle exercé par Léopold II sur la presse belge et étrangère, le scandale du « caoutchouc rouge » commença à être dénoncé en Occident dans les premières années 1900. Les méthodes de Léopold II furent l'objet d'une grande campagne de dénonciation. Cela coïncidait, il est vrai, à peu près avec l'époque où le pillage du caoutchouc sauvage commençait à perdre de son intérêt et où l'intérêt pour le Congo se déportait vers l'exploitation des mines ; cela coïncidait aussi avec certains intérêts de concurrents anglais. En tout cas, « le crime du

Congo » fut dénoncé par des célébrités littéraires comme Arthur Conan Doyle ou Mark Twain.

En 1908, plutôt que de tout perdre en raison des visées anglaises et américaines de plus en plus concrètes, la cession du Congo de Léopold II à la Belgique fut finalement décidée. Le Congo léopoldien est alors devenu le Congo belge. Léopold II pris soin en cédant le pays d'en brûler toutes les archives et aussi d'en tirer encore ce qu'il pouvait. L'Etat congolais devait lui offrir 50 millions de francs en témoignage de gratitude, et la Belgique s'engageait à terminer les travaux de prestiges entrepris par Léopold II pour un montant de 45 millions de l'époque. Car si Léopold n'avait pas fait construire une route au Congo, les sentiers étant tracés par les pieds des porteurs, si seulement quelques centaines d'enfants recevaient un enseignement élémentaire de la part des religieux, si le service médical était complètement insuffisant - en 1906, le Congo ne comptait que 27 médecins et un pharmaciens- mais 102 steamers ... Léopold II fit quand même construire quelque chose, le château de Tervuren, le Cinquantenaire, les thermes d'Ostende et il fit rénover le port d'Anvers... Des travaux de prestiges donc, alors qu'en Belgique aussi à l'époque les besoins des travailleurs étaient criants, les enfants allaient travailler pieds nus dans les mines comme aujourd'hui encore en Afrique.

Du Congo léopoldien au Congo belge : une continuité sous la coupe du grand capital

Leopold II a fait sa fortune personnelle en s'appropriant les terres et les richesses du Congo. Il devient le plus grand commerçant d'ivoire et de caoutchouc naturel et s'appropriera une bonne partie des terres minières congolaises, sans compter ses participations dans les entreprises privées. Pour vous donner une idée, rien qu'en ce qui concerne l'ivoire, le Congo de Léopold a vendu entre 1888 et 1904, environ 450.000 défenses qui ont rapporté plus de 73 millions de francs/or. Pour relativiser ces chiffres, Léopold II avait reçu 15 millions de franc/or en héritage et sa liste civile annuelle se montait à un peu plus de 3 millions de francs/or.

Mais derrière Léopold II, il y avait des capitaux, belges bien sûr, et aussi anglais, américains et français. Les richesses du Congo étaient supérieures même à la voracité du seul grand capital belge ; elles furent d'emblée sous l'œil intéressé du grand capital international. Il n'en reste pas moins que, s'il fallait mettre un seul nom sur les principaux bénéficiaires de l'exploitation du Congo, ce serait celui de

la Société Générale de Belgique, dont la famille royale était actionnaire.

A côté de l'extraction du cuivre, du cobalt, etc., ce qu'on a appelé la mise en valeur de la colonie, c'étaient aussi les plantations sur les millions d'hectares volés aux paysans congolais. Malgré quelques réformes, l'État belge est loin d'avoir rendu les terres aux communautés paysannes africaines qui avaient été spoliées sous Léopold II. Les expropriations foncières continuèrent même, cette fois au bénéfice de grands groupes capitalistes. Un exemple significatif est celui qui permit en 1911 au groupe anglais Lever de mettre la main sur une superficie de terres, parmi les meilleures, égale au quart de la Belgique.

Dans les villages, on instaura des cultures obligatoires, le riz ou le manioc quelquefois, mais dans de plus grandes régions les Congolais durent cultiver le coton pour le compte de grandes sociétés à des tarifs de misère. Moyennant quoi le Congo devint un grand producteur de coton.

En cas d'insuffisance de livraisons de coton de la part des villages, des peines d'amende ou de prison, comprenant la peine de la chicotte, étaient appliquées. Le système des cultures obligatoires et des sanctions fonctionna jusque à la veille de l'indépendance. La peine de la chicotte ne fut supprimée qu'en 1958 suite aux révoltes.

La paysannerie congolaise a été complètement bouleversée par l'exploitation coloniale, et ce qui a peut-être plus que tout décomposé la vie rurale traditionnelle, ce furent les réquisitions intensives de main-d'œuvre, sous la contrainte, pour le travail dans les mines. Les hommes partaient souvent pour plusieurs années à des centaines de kilomètres. Les villages se vidaient. Les femmes ne voulaient pas avoir d'enfants.

C'est son dépeuplement impressionnant qui a peut-être marqué le plus le Congo depuis les années 1880. On estime qu'entre 1880 et 1920, le système colonial causa la mort de dix millions de personnes, soit la moitié de la population. En même temps les sociétés installées au Congo belge - et en tout premier lieu la Société Générale de Belgique - encaissèrent en bénéfice vingt fois leur capital de départ.

Pour imposer aux populations le transport des produits vers les ports d'exportations, le portage fut légalisé. Il s'agissait d'effectuer tous les transports à dos d'homme ou de femme. Une unité de portage humain était fixée à 25 Kg

pour le Katanga et à 35 Kg pour le reste du territoire. Les porteurs étaient logés à la belle étoile. Bien souvent le ravitaillement pris pour la caravane n'impliquait pas celui des porteurs qui étaient réduits à se nourrir sur le pays. Le recours à la force était systématique. Les fonctionnaires étaient autorisés à se servir de la « chicotte », de la prison, des amendes et même à déporter ou à exécuter les récalcitrants. La mortalité des porteurs était telle qu'à la fin, les chefs ne pouvaient plus fournir que des enfants de 14 ou 15 ans et qu'il fallut réduire les charges à 15 Kg. Ce qui fut une des raisons pour construire le chemin de fer.

Le capitalisme a été féroce sur toute la planète, à commencer par les pays où il a grandi. En Europe, l'industrialisation s'est produite avec l'expropriation des paysans, la misère croissante des masses, l'exploitation des enfants dans les usines. En Angleterre, il fallut enfermer les pauvres dans les workhouses pour les contraindre à venir s'épuiser dans les fabriques. Cependant, cette même exploitation capitaliste, en révolutionnant les forces productives, a aussi donné à l'humanité une emprise sur la nature qu'aucune société n'avait avant elle. En Europe, le capitalisme apporta le progrès avec les usines, les engins de chantiers, les transports modernes, l'eau courante, l'éclairage public... Et il a provoqué une véritable révolution sociale, il a débarrassé la société des structures féodales, a donné naissance à une nouvelle société.

Mais pas en Afrique. Non, l'Afrique a été conquise à une époque où le capitalisme n'avait même plus cette capacité. Il était devenu impérialiste, parasitaire. La colonisation de l'Afrique visait avant tout à en extraire les richesses. Jusqu'en 1914, la part la plus importante des exportations d'Afrique noire et du Congo se composa de produits de la cueillette. La cueillette ! Cela signifiait qu'on pillait sans rien construire, sans développer le moindre moyen de production. Et cela alors que la révolution industrielle avait transformé l'Europe et l'Amérique du Nord !

Le credo des puissances impérialistes était de dire que les colonies ne devaient rien coûter. Et ce fut aussi le credo de Léopold II puis de l'Etat belge.

Même dans des domaines où on pouvait penser que des pays riches européens apporterait un progrès, comme l'enseignement, il n'en fut rien. En guise d'enseignement, les populations furent laissées aux mains des missionnaires. Tout l'enseignement au Congo était confié à des missions catholiques. Cet enseignement était limité au niveau primaire et se faisait dans la langue locale,

pas en français. Il était destiné à former des employés subalternes. La formation de prêtre était la seule éducation secondaire possible pour les Noirs. Et il n'est donc pas étonnant qu'à l'indépendance, en 1960, il n'y avait pas un seul Congolais médecin, vétérinaire ou ingénieur, mais des centaines de prêtres congolais et même un évêque.

Au Congo belge, les missionnaires avaient pris l'habitude d'exploiter le travail d'enfants orphelins ou enlevés à leurs parents dans ce qu'ils appelaient les fermes chapelles. Sans compter que 80% de leurs recrues étaient destinés à la Force publique. Comment s'étonner, alors, que nombre de légendes circulèrent au Congo représentant les Blancs comme des voleurs ou des mangeurs d'enfants ?

Première guerre mondiale et apogée du colonialisme

Quand la première guerre mondiale arriva, les Congolais y furent entraînés par le colonisateur belge. Le gouvernement belge décida d'envoyer les troupes congolaises soutenir les troupes anglaises. Les impérialistes anglais et belges étant unis pour s'opposer aux visées expansionnistes de l'impérialisme allemand en Afrique.

La Force publique congolaise comptait alors 15 000 hommes mal équipés, ce qui était insuffisant pour lutter contre l'armée allemande. Un terrible recrutement de « volontaire » fut alors organisé. Et c'est de nouveau au niveau du portage que le peuple congolais paya le plus dur tribut à cette guerre en acheminant des dizaines de milliers de charges sur des distances moyennes de 500 Km. On parle de 200.000 porteurs recrutés alors par la Force publique.

40 000 morts congolais ont été recensés dans les troupes. Et les civils payèrent aussi durement cette guerre, la production des matières premières étant poussée au maximum. On en revient à l'impôt forcé en caoutchouc. Des cultures obligatoires furent imposées dans un but « éducatif » mais aussi avec l'obligation de ravitailler les troupes alliées. La culture du riz et du coton furent implantées. Alors qu'en 1913, le Congo importait 4 200 tonnes de riz, en 1916 il en exporta plus de 1 000 tonnes uniquement destinées aux armées.

Toute la production du Congo ainsi que celle des autres colonies visait à satisfaire les besoins impérialistes, et non les besoins des populations. On imposa aux colonies des cultures d'exportation, sous la forme de monoculture. Pour y parvenir, on imposa le paiement d'un impôt par tête. Ce qui obligea les paysans à

cultiver ce qui rapportait de l'argent. Les quantités de produits exportés augmentaient par extension des terres utilisées, et non grâce à l'amélioration des rendements. En parallèle à l'accroissement des monocultures, les cultures vivrières furent délaissées, ce qui provoqua des famines.

Tout cela permet de comprendre que de nombreuses révoltes aient éclaté dès la guerre finie. Ces révoltes ont duré des années et ce n'est qu'en 1926 que le Gouverneur général au Congo pourra déclarer : plus d'intervention militaire.

Après le caoutchouc, le Congo belge avait révélé d'autres trésors : zinc, cuivre, diamants industriels. Le Katanga, une des régions du monde les plus riches en minerais, devint le fief de la Société Générale de Belgique, à travers l'Union Minière du Haut-Katanga et la Forminière. En 1934, la Société Générale de Belgique contrôlait 60 % du capital investi au Congo. Partout, les entreprises occidentales détenaient le monopole de l'extraction. Les minerais partaient vers les métropoles, où étaient installées les industries de transformation. À part quelques infrastructures pour exporter, toutes les industries de transformation étaient proscrites dans les colonies, pour ne pas concurrencer celles de la métropole. Le cuivre congolais par exemple était raffiné à l'usine Métallurgie Hoboken Overpelt (sous Mobutu, le raffinage s'y faisait à un prix de 30% supérieur à la moyenne). La colonisation engendrait une dépendance et une domination économiques totales.

L'exploitation des richesses du Congo permit de sauver la mise aux capitalistes belges pendant la crise de 1929 et pendant la deuxième guerre mondiale. Le Congo était devenu un des grands fournisseurs des Alliés en matières premières essentielles. Les mines fonctionnèrent à plein rendement. Et c'est l'Union minière du Haut Katanga qui fournit aux Américains l'uranium pour fabriquer la bombe atomique.

L'intensification de la production eut comme contrecoup un certain nombre de grèves et une véritable crise sociale en 1944-1945, avec des mutineries au sein de la Force Publique, des émeutes et des soulèvements dans les campagnes.

Pendant la période d'accalmie d'une dizaine d'années qui suivit, on parla à propos du Congo belge, plus que jamais, d'un « essor économique » inusité en Afrique. Mais rien ne semblait devoir changer dans la surexploitation des masses travailleuses. En 1952 encore, on a recensé 20 000 condamnations, à des

amendes mais aussi à des peines de prison, pour des « infractions » liées au système des cultures obligatoires.

Au Congo, comme dans toute l'Afrique, la colonisation a eu comme conséquence que toutes les richesses tirées du continent ont été accumulées en Occident, dans les mains des bourgeoisies des métropoles. L'économie des pays africains n'est pas « en retard », non : dans le cadre de la domination impérialiste elle est irrémédiablement déformée.

L'Afrique connut tous les dégâts du capitalisme, sans en voir le moindre progrès. Dans les domaines sociaux, le bilan de la colonisation n'a jamais été glorieux. La « mission civilisatrice » n'a bien sûr été qu'une mystification.

En 1950, d'après l'UNESCO, les taux de scolarisation dans le primaire étaient de 21 % dans les colonies anglaises, 10 % dans les colonies françaises, et si ce taux représentait 50% au Congo belge où près d'un million d'enfants suivaient cet enseignement, le taux d'échec y était tellement élevé qu'on ne peut pas vraiment parler de scolarisation. Et surtout moins de 23.000 élèves suivaient un enseignement dit post primaire de deux ou trois ans et 37 000 étaient dans le secondaire proprement dit. Quant à l'université, s'il en existait bien une, Lovanium, en 1954 elle accueillait ses 28 premiers étudiants noirs (404 étaient dans les grands séminaires). En 1960, l'immense Congo comptait en tout et pour tout 17 diplômés !

Et l'infrastructure médicale est restée insuffisante durant toute la période coloniale. En 1954, il n'y avait que 643 médecins pour 12,5 millions d'habitants au Congo contre 8000 pour 9 millions d'habitants en Belgique.

La colonisation n'a même pas débarrassé les sociétés africaines de leurs aspects les plus archaïques. Au contraire même, le pouvoir de certains chefs traditionnels a été cautionné par l'administration coloniale. Les traditions révoltantes envers les femmes, comme l'excision, n'ont pas été combattues. Quant aux différences ethniques, elles ont bien souvent été utilisées et transformées en oppositions, voire en haines. Les populations africaines en payent toujours aujourd'hui le prix.

Les années 50 : des changements en profondeur

Si l'histoire coloniale est parsemée de révoltes, c'est dans les années 1950 que les changements vont conduire à l'explosion.

La résistance populaire avait souvent pris des formes religieuses qui parlaient d'émancipation et de régénération des peuples d'Afrique par eux-mêmes. Les sectes de nature messianique et anti-européenne proliférèrent particulièrement à la fin de la guerre, y compris au sein de l'armée et de la police.

Parallèlement, la classe ouvrière grossissait. Le prolétariat avait augmenté y compris dans les villes, et plus seulement dans les zones minières.

Enfin, l'urbanisation s'était accélérée à partir de la deuxième guerre mondiale, particulièrement entre 1950 et 1955, alimentée par l'exode rural, et notamment dans la province de Léopoldville, la capitale du pays rebaptisée depuis Kinshasa.

Un facteur achevait de tendre la situation : la discrimination raciale généralisée. L'administration belge avait en effet instauré la séparation des races dans l'habitat urbain : il y avait une partie de la ville faite de belles maisons entourées de jardins pour les Blancs, et des cités indigènes constituées de longues bâtisses pour les Noirs. La ségrégation était aussi de mise dans les transports en commun. Les Noirs n'étaient pas admis dans les locaux des Blancs (bars, restaurants, cinémas, piscines). Il existait un système de passeport intérieur, dans le but notamment de fixer la main-d'œuvre : tout indigène voulant quitter son district de domicile devait demander une permission spéciale à l'État. Et le racisme sévissait partout.

Vers la fin des années 50, lorsque le mouvement de décolonisation atteignit l'Afrique, les ressentiments allaient s'envenimer et prendre une tournure nouvelle au sein de ce qu'il est convenu d'appeler « l'élite ». Un petit nombre de Congolais, salariés subalternes, dépendant de l'administration et des trusts, vivant généralement dans les villes, relativement instruits, et qui en tout cas se distinguaient des masses populaires avaient un statut à part. Pour obtenir ce statut, nommé officiellement « évolué » (ce qui montre bien le mépris de l'administration coloniale pour les Africains), les Congolais qui savaient lire et écrire devaient subir une inspection de leur mode de vie. Se servir d'un appareil électroménager, utiliser un couteau et une fourchette étaient des critères de civilisation pour l'administration belge...

Il n'y avait pas de formations politiques au sein de cette minorité, seulement quelques associations d'anciens élèves des écoles chrétiennes ou de fonctionnaires et d'employés. Et cette fraction de la petite bourgeoisie congolaise

réclamait l'égalité réelle. En 1958, il n'y avait qu'une infime poignée d'« immatriculés » pour tout le Congo. Immatriculés au registre de la population civilisée ! Patrice Lumumba, jeune postier, président de l'Association des évolués de Stanleyville, en faisait partie.

De toute façon, ce statut n'avait aucun contenu réel. 24 000 fonctionnaires et employés belges touchaient une masse globale de salaires équivalente à celle de plus d'un million de salariés congolais.

L'opposition systématique des colons belges à tout changement finit par radicaliser les premiers nationalistes.

En 1956, la Belgique proposa un plan prévoyant l'indépendance... trente ans plus tard. Les Congolais n'étaient pas disposés à attendre.

1958-1959 : les dirigeants impérialistes belges pris de vitesse

En 1958, trois événements extérieurs contribuèrent à accélérer les événements : pendant l'été, l'Exposition universelle de Bruxelles fournit l'occasion, pour des employés venus des six provinces du Congo, de se rencontrer et tout simplement de faire connaissance entre eux ainsi qu'avec d'autres Africains. Jusque-là pratiquement aucun congolais n'avait eu l'autorisation de se rendre en Europe.

Le 24 août 1958, le discours du général de Gaulle à Brazzaville, annonçant aux colonies françaises d'Afrique noire « l'indépendance, quiconque la voudra pourra la prendre aussitôt », eut un grand retentissement de l'autre côté du fleuve, à Léopoldville où on écoutait et commentait aussi les émissions de radio en provenance du Caire et du Ghana.

Le Ghana avait obtenu son indépendance l'année précédente, et, en décembre, une grande conférence pan-africaine fut réunie à Accra, sa capitale, d'où trois délégués congolais, parmi lesquels Patrice Lumumba, revinrent enthousiasmés. C'est dans cette période que Lumumba constitua le Mouvement National Congolais, ou MNC, se donnant pour but de « *mettre tout en œuvre pour libérer le Congo de l'emprise du colonialisme impérialiste, en vue d'obtenir, dans un délai raisonnable et par voie de négociations pacifiques, l'indépendance du pays* ». Il s'agissait donc, cette fois, d'un mouvement politique qui n'était pas à base ethnique et qui se voulait à l'échelle du pays entier.

A son retour d'Accra, Lumumba annonçant les objectifs du MNC fut acclamé, et les Belges conspués, lors d'un meeting qui rassembla plusieurs milliers de Congolais et qui était le premier meeting de ce genre dans l'histoire du Congo.

L'émeute qui se déclencha le 4 janvier 1959 à Léopoldville fut une explosion des couches populaires les plus opprimées qui, à la suite d'une brimade presque anodine dans le contexte, se déchaînèrent pendant plusieurs jours contre les commerçants-usuriers grecs et portugais de la cité indigène puis contre tout ce qui pouvait symboliser la présence européenne. Le chômage avait beaucoup augmenté les derniers temps et c'était surtout la population des manœuvres bakongo qui était touchée et qui participa aux émeutes.

La répression ne se fit pas attendre. Dans la ville européenne, des groupes d'Européens s'étaient armés, ils collaborèrent avec la Force Publique dont les blindés étaient précédés d'une grande banderole portant « Attention, on va tirer », ce qu'ils firent, à la mitrailleuse, à la grenade et au mortier...

Huit jours avant ces émeutes, un témoin avait remarqué : « *le slogan d'indépendance ne touchait que des milieux restreints d'évolués, il y a quelques semaines encore, mais aujourd'hui, il est répandu dans la masse, à Léopoldville* ».

Une indépendance politique que les dirigeants belges n'avaient pas préparée... et qui excitait les convoitises impérialistes concurrentes

Les responsables belges n'avaient pas préparé une décolonisation, décidée en fin de compte à la hâte sous la pression des circonstances. Et les richesses du Congo étant immenses, avec l'indépendance, le « gâteau congolais » allait aiguïser les convoitises.

L'indépendance du Congo fut décrétée le 30 juin 1960. Les discours prononcés lors de la cérémonie d'indépendance reflètent bien l'état d'esprit de l'époque. Le jeune roi Baudouin se fendit d'un discours vantant les mérites de Léopold II et de la colonisation belge qui avait donné « les meilleurs de ses fils » au Congo. Le discours de Lumumba qui suivit dénonçait quant à lui l'oppression coloniale et appelait les Congolais à montrer au monde « ce que l'homme noir peut faire quand il travaille dans la liberté ». Son discours valut à Lumumba la colère du roi belge et de ses acolytes mais surtout la popularité et le soutien des masses congolaises.

L'Etat congolais qui venait de naître avait Lumumba comme Premier ministre, du moins pendant deux mois... et il naissait déjà dans les difficultés. Car si l'Etat belge n'avait pas formé une caste dirigeante à sa solde, il s'était arrangé pour rédiger une constitution donnant à la fois du pouvoir au gouvernement central et aux régions, une manière d'encourager les problèmes de concurrences régionalistes.

De plus, l'Etat belge avait vidé les caisses de l'Etat congolais, en rapatriant en Belgique le portefeuille congolais composé d'actions dans les plus grandes entreprises du pays. L'Etat congolais à peine né, naissait ainsi fortement endetté et n'avait pas un franc en caisse pour payer ses ministres et ses fonctionnaires. De plus, l'Etat belge avait pris soin de faire passer toutes les entreprises congolaises sous le droit belge et celles-ci avaient rapatriés leurs capitaux et leur siège social en Belgique.

Le passage à l'indépendance se traduit par une véritable dislocation du pays. La couche potentiellement dirigeante se fragmenta avant même que l'indépendance fût officiellement reconnue. Les uns visant le pouvoir à la tête du nouvel Etat indépendant, d'autres cherchant à se tailler des fiefs en jouant sur les appartenances ethniques, avec pour ambition de transformer leurs fiefs en Etats indépendants.

Ces ambitions rivales, à peine esquissées, ont été aiguës, portées au paroxysme par la rivalité entre puissances impérialistes. L'indépendance du Congo n'était encore qu'annoncée que les services secrets des grandes puissances impérialistes qui avaient des visées sur le Congo grouillaient déjà et qu'à côté des paras belges, on voyait arriver les mercenaires.

Certes, toutes les puissances occidentales concernées, la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et évidemment la Belgique, étaient en accord pour tenter d'écarter le spectre d'une évolution radicale, susceptible de se propager aux pays voisins, en cette période tumultueuse de décolonisation et de montée du « tiers-mondisme ».

Toutes étaient aussi en accord, en cette période de guerre froide, pour ne pas permettre à l'Union soviétique de prendre pied dans cette zone stratégique. L'« anticommunisme » était alors le maître-mot pour sélectionner les futurs dirigeants.

Mais, à part cela, c'était du « chacun pour soi », chaque puissance impérialiste cherchant à fabriquer des leaders congolais, au service du monde occidental certes, mais tout autant au service qui des intérêts belges, qui des intérêts français, qui des intérêts américains.

Le peuple congolais a payé par plusieurs années d'anarchie sanglante la rivalité entre puissances impérialistes, voire entre trusts concurrents, dont les conflits feutrés étaient relayés sur le terrain par des pantins à leur service ou qui rêvaient de l'être.

Une révolte des soldats de l'armée congolaise contre les officiers, tous blancs, donna le signal d'une véritable explosion de colère. Les fonctionnaires et les colons belges prirent la fuite. L'État se retrouvait sans administration, sans prise sur les événements. Alors, pendant plusieurs années, ce fut un véritable chaos.

La Belgique était incapable de maîtriser la situation dans ce vaste ensemble qui constituait le Congo. Assurer la continuité politique pour défendre ses intérêts impérialistes par la suite était au-dessus de ses forces. Aussi chercha-t-elle à sauvegarder ses intérêts essentiels. C'est pour cela que le trust belge Union Minière orchestra en sous-main la sécession du riche Katanga. Les capitalistes belges, mais aussi les gouvernements belge, anglais et français pensaient préserver leur pillage des ressources minières par le découpage du pays.

Mais l'impérialisme américain ne les laissa pas se constituer ainsi de nouvelles chasses gardées. Sous couvert de l'ONU, une force armée fut reconstruite autour de Mobutu. Et ce dernier, aux ordres des impérialistes américains et belges, fit assassiner Lumumba en le livrant à ses ennemis du Katanga. Lumumba fut donc assassiné par une force armée dirigée par la Belgique avec l'aide de la CIA, et ce sont des soldats belges qui furent chargés de faire disparaître sa dépouille.

En 1965, sous protection américaine, Mobutu finit par prendre le pouvoir et rétablir l'unité du pays. Qu'il renomma Zaïre. Une des pires dictatures d'Afrique vit alors le jour. Mobutu avait le soutien américain, bien sûr, mais aussi celui de la Belgique et de la France. Plus d'une fois, les armées française et belge intervinrent pour le sauver de rébellions. Toutes ces années se soldèrent par la décomposition de l'économie dans le pays, au profit de Mobutu, de la clique qui l'entourait... et surtout de l'impérialisme.

La décolonisation n'empêche pas les puissances impérialistes de

continuer à dominer complètement l'économie de l'Afrique

La décolonisation, les indépendances, n'ont rien changé à ce mécanisme économique puissant, à cette immense pompe qui continue à vider le Congo comme l'Afrique toute entière de leur sang. Le seul changement, c'est qu'elle arrose au passage une petite couche de privilégiés autochtones, qui bénéficient des miettes de l'exploitation de leurs peuples pour vivre en copiant la bourgeoisie occidentale. Seuls se sont modifiés les voies et les moyens du pillage.

Si l'Union minière fut nationalisée par Mobutu en 1966 et devint la Gécamines, ses liens avec la Société Générale de Belgique n'ont pas été rompus. En effet la gestion de la Gécamines, société d'État congolais donc, revint à une filiale de la Société Générale de Belgique.

Une autre étape dans le pillage de l'Afrique : son pillage par la dette

Et quand au début des années 1970, le capitalisme mondial entra dans la crise dont il n'est pas encore sorti aujourd'hui, une nouvelle étape dans le pillage de l'Afrique commença : son pillage par la dette. Dans un premier temps, l'augmentation brutale des prix du pétrole par les grands trusts pétroliers avait gonflé brusquement les disponibilités en liquide des grands trusts et des grandes banques. Plutôt que d'investir dans la production, mieux valait prêter aux États, seules institutions qui semblaient capables de rembourser leurs dettes, fût-ce en écrasant davantage les couches populaires de leurs pays.

Avec l'argent ainsi prêté, les dictateurs d'Afrique sont devenus une clientèle de choix pour les marchands d'armes, mais pas seulement. D'autres placements avaient des objectifs pseudo industriels. Beaucoup ont abouti à des échecs patents. Ce sont ce qu'on appelle les « éléphants blancs » : des constructions ruineuses et inutiles - comme par exemple au Zaïre, le barrage d'Inga, dans les années 1970, qui ne fonctionna qu'en partie, ou une aciérie, alors que le Zaïre, ne possédait pas de fer, et devait acheter à l'Italie de la ferraille, au double du prix de la fonte.

Les prêts ont rapporté à tout le monde sauf aux travailleurs, qui en ont fait les frais. Les banques gagnèrent des sommes escroquées avec des taux usuraires. Ces prêts rapportaient aussi aux dirigeants africains, qui pouvaient se servir au passage. Toutes ces réalisations ont surtout enrichi les trusts du bâtiment.

Dans tous les cas, la paysannerie a été le parent pauvre. L'agriculture a été délaissée. Aujourd'hui, l'Afrique est le continent le moins irrigué du monde. De nombreux pays, qui arrivaient à nourrir à peu près leur population, se voient désormais obligés d'importer des produits alimentaires en quantité grandissante.

Au début des années 1980, la plupart des États africains se trouvaient ruinés – qu'on comprenne bien : les caisses de l'État, pas les chefs d'État, qui avaient pris soin de placer leur fortune personnelle ailleurs. Ce n'est pas pour rien que Mobutu, comptait parmi les dix hommes les plus riches de la planète.

Ainsi il fallait rembourser une dette se gonflant inexorablement, et c'est évidemment aux peuples qu'on fait payer le remboursement avec les intérêts d'emprunts dont ils ne sont ni responsables, ni bénéficiaires.

Les organisations de finance internationales – celles-là mêmes qui avaient encouragé les prêts dans la période précédente – s'abattirent alors sur ces pays. Sous prétexte d'assainir les comptes, elles imposèrent aux États des politiques d'économies insoutenables. Ce sont les fameux « plans d'ajustement structurel ».

Les guerres, éléments du pillage impérialiste

Au Congo, jusqu'au début des années nonante, la dictature militaire de Mobutu avait pu compter sur un soutien sans faille et sur l'armement fourni par les États-Unis, la France et la Belgique, en contrepartie de sa complicité dans l'exploitation des richesses du pays. Mais les excès et surtout l'usure du régime commençaient à poser le problème de sa succession. L'occasion de son remplacement se présenta en octobre 1996 avec le soulèvement des Banyamulenge, ethnie apparentée aux Tutsis du Rwanda, dans l'est du pays.

Entre 1996 et 2003, la guerre qui se déroula au Congo fit plus de trois millions de morts. Cette guerre trouvait son origine dans les événements de 1994 qui secouèrent le Rwanda, petit État voisin du Congo. Le génocide et la guerre que connut le Rwanda en 94 entraînèrent l'afflux de centaines de milliers de réfugiés rwandais au Congo et cela contribua à déstabiliser l'ensemble de la région.

Opposant de longue date à Mobutu, Laurent-Désiré Kabila avait profité de la faiblesse du pouvoir central congolais pour se tailler un fief dans le riche Kivu. En se portant à la tête du soulèvement en 1996 au nom de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), il put disposer de l'appareil

militaire qui jusque-là lui avait fait défaut pour asseoir ses ambitions. D'autant que les rebelles bénéficiaient du soutien actif de l'impérialisme américain. Via les armées ougandaise et rwandaise engagées aux côtés de l'AFDL, les États-Unis approvisionnaient les troupes de Kabila en armes et munitions. En sept mois, Laurent-Désiré Kabila balaya les derniers vestiges du régime de Mobutu.

Et si la guerre fut officiellement terminée en 2002 avec l'évacuation des armées étrangères, en dehors de la capitale et des régions avoisinantes, le Congo restait toujours la proie des chefs de bandes armées qui, par-delà leurs alliances ou leurs rivalités du moment, ont en commun de vivre du pillage des fiefs qu'ils contrôlent avec la complicité des groupes industriels. De plus, certaines régions sont encore confrontées à l'anarchie sanglante des conflits ethniques que les protagonistes ont propagés et exacerbés pour servir leurs intérêts politiques et leurs trafics. Et ce n'est toujours pas fini aujourd'hui. Dans ces conflits, les femmes et les enfants sont les premières victimes et le viol est utilisé comme arme de guerre par les différentes bandes armées qui tentent de s'imposer

Le fait que les massacres ont touché et touchent toujours des régions dont le sous-sol regorge de richesses (or, diamant, minerais précieux comme le coltan, pétrole...) n'est évidemment pas un hasard.

Les groupes miniers américains, canadiens, anglais et sud-africains, qui convoitaient les ressources du Congo, n'avaient pas attendu la chute de Mobutu pour faire valoir leurs intérêts. Pour financer leur guerre, les armées de l'AFDL et leurs alliés avaient besoin d'argent. Les trusts profitèrent de la situation pour signer aux meilleures conditions des contrats pour l'exploitation de l'or, du diamant, du cuivre, de l'étain et des minerais précieux comme le cobalt, l'uranium, le niobium, la cassitérite et bien d'autres....

Le Congo livré à la rapacité des bandes armées

Dans ce conflit et ceux qui continuent depuis, chacun des États protagonistes poursuivait ses propres objectifs. En occupant militairement et durablement un vaste territoire s'étendant au nord, à l'est et au sud du Congo, l'Ouganda, le Rwanda et dans une moindre mesure le Burundi se créaient des voies d'accès à d'importantes ressources (bois précieux, productions agricoles, ivoire, or, diamants) et surtout à des gisements de matières premières stratégiques comme le coltan et la cassitérite.

Le pillage des ressources du Congo était devenu un fait tellement patent qu'en 2000, l'ONU mit sur pied un groupe d'experts chargé d'enquêter sur les filières et les bénéficiaires de ces trafics.

En ce qui concerne les « diamants de sang », le document de l'ONU dénonçait les multinationales comme le géant sud-africain De Beers qui, tout en prétendant s'interdire de commercialiser des « pierres de conflit », ferment les yeux quant à la provenance de leurs approvisionnements. Deux sociétés belges, Sierra Gem Diamonds et Triple A Diamonds, étaient également citées. Ces sociétés, qui ont pignon sur rue à Anvers, centre mondial pour le négoce des diamants bruts, appartiennent à de riches familles libanaises qui se fournissent en rachetant des pierres directement au Congo, sans trop poser de questions quant à leur origine. Des diamantaires israéliens sont également sur la sellette, notamment le neveu du fondateur de la Bourse de Tel-Aviv, un certain Dan Gertier. En 2000, sa société, IDI Diamonds, avait obtenu de Laurent-Désiré Kabila l'exclusivité de la vente et des exportations de diamants congolais.

Un précédent rapport dénonçait également la contrebande de minerais rares, relevant que ces trafics ne pouvaient exister sans la complicité de certaines sociétés ou multinationales. Ce rapport estimait notamment qu'entre novembre 1998 et avril 1999, 2 000 à 3 000 tonnes de cassitérite et 1 000 à 1 500 tonnes de coltan furent prélevées dans la région du Kivu par les Rwandais et transportées avec « la complicité passive » de la Sabena et d'une filiale du groupe français Bolloré, spécialisée dans le transport.

Ces faits n'ont en réalité rien d'étonnant. Les capitalistes savent s'adapter à toutes les situations pour perpétuer leurs pillages. Ils peuvent même trouver leur compte dans les guerres et les conflits qui ensanglantent le Congo comme le reste de la planète. Ils savent manipuler les petits roitelets locaux comme les seigneurs de guerre, quand ils n'embauchent pas directement des mercenaires pour faire le sale travail, afin de s'assurer aux meilleures conditions un accès aux matières premières, et qu'en dépit des massacres, leurs affaires continuent à prospérer.

Et quand un dirigeant ne leur paraît plus aussi docile ou serviable, ils savent s'en débarrasser.

Ne se révélant pas un agent aussi docile que le souhaitait l'impérialisme américain pour succéder à Mobutu, en 2000, Laurent-Désiré Kabila devint la cible

à abattre. Le 16 janvier 2001, il fut assassiné par un membre de sa garde rapprochée. Sollicité par les alliés de son défunt père, Joseph Kabila rentra précipitamment au Congo pour lui succéder à la tête du gouvernement. Ou il est toujours aujourd'hui.

Un système infâme dans son ensemble

Dans la guerre de 1996 à 2002, c'est tout le pays que les exactions des bandes armées, alliées ou rivales du gouvernement, d'origine congolaise ou étrangères, ont rejeté des décennies en arrière. Et il n'y a pas que les balles et les machettes qui tuent : la faim, l'absence de soins, les maladies font également des ravages. Pour illustrer ce drame, dans son ouvrage intitulé Les nouveaux prédateurs, la journaliste Colette Braeckman cite notamment le témoignage d'un prêtre auquel ses paroissiens ont demandé de faire des cérémonies la nuit car la plupart n'ont même plus de quoi se vêtir !

Aujourd'hui malgré ses richesses inestimables en minerais, le Congo est un des pays les plus pauvres du monde. D'après le FMI, huit Congolais sur dix vivent avec moins d'1,25 dollar par jour. Ce qui est beaucoup moins bien que la plupart des pays de la région. Et il est de notoriété publique que, à l'échelle du continent africain, la production industrielle, voire la production des matières premières, ne progresse plus mais régresse. Et que le niveau de vie des populations régresse terriblement.

Et la dette continue à faire son œuvre. Même le Congo, un des pays les plus riches du monde en matières premières, notamment en métaux rares, est un des États les plus endettés au monde. Il est bien difficile de savoir ce qui rapporte le plus : les intérêts et les services de la dette, ou les mines de cobalt, de tungstène ou de diamant ? Mais de toute façon, les deux aboutissent dans les mêmes coffres-forts des grands groupes capitalistes occidentaux. Et c'est pour assurer ces sources de profit pour les trusts que l'on fait payer dix fois, cent fois plus aux peuples, en sueur et en sang.

À bien des égards, le Congo résume l'évolution de l'ensemble de l'Afrique noire au cours des dernières années. Si les guerres internes, aussi stériles qu'interminables, sont une véritable catastrophe pour la population déjà pauvre, si cette dernière doit verser un tribut considérable aux bandes armées rivales, les groupes impérialistes, eux, ont trouvé les moyens de continuer le pillage de ces

pays, voire de le porter à une échelle plus grande qu'auparavant.

La décomposition des appareils d'État n'a pas que des inconvénients pour le bon déroulement de ce pillage. A certains égards, au contraire : les trusts n'ont même plus besoin de composer avec le pouvoir central ni de corrompre ses différents échelons ! Il leur suffit d'acheter le chef de la bande armée qui contrôle la région pour la transformer en milice privée qui peut se permettre toutes les exactions qu'elle veut vis-à-vis de la population locale, à condition que la matière première convoitée continue, via des intermédiaires et des sociétés écrans, d'affluer vers les grands trusts qui ont pignon sur rue dans les grandes démocraties occidentales. C'est une forme particulièrement barbare de la domination impérialiste sur la planète, mais elle en est partie intégrante.

La barbarie qui envahit toute une partie de l'Afrique, avec ses aspects les plus abjects au Congo, n'est pas une survivance des guerres tribales d'antan ni des mœurs héritées d'un passé lointain. Cette barbarie-là est celle du capitalisme et de l'économie du profit. Et son cœur, ses centres nerveux ne se trouvent pas au fin fond des forêts d'Ituri, mais dans les conseils d'administration des grands trusts à New York, à Paris, Londres ou Bruxelles.

Alors, oui, c'est un système infâme dans son ensemble. Et les impérialistes belges, français, américain qui jouent encore le jeu démocratique chez eux, ont les pieds qui pataugent dans le sang en Afrique.

Alors, bien des courants, bien des hommes, dénoncent tel ou tel aspect de ce système, y compris parmi ses serviteurs. Mais c'est le système lui-même qui, depuis longtemps, mérite de mourir. Et il mourra inévitablement lorsque le prolétariat international, seule force capable de le détruire, aura renoué avec les tâches et les perspectives historiques qui sont les siennes.

Alors, non ! L'Afrique n'est pas « sous-développée ». Non, elle n'est pas « mal partie ». Non, elle n'est pas victime de ses propres dirigeants corrompus ni d'on ne sait quelle « malédiction » ! Après plus de 300 ans de pillage et d'esclavage, après 60 ans de colonialisme et autant de néocolonialisme, l'économie africaine est totalement orientée en fonction des intérêts impérialistes.

Pour y échapper, l'implantation de pompes à eau ne suffira pas tant que l'Afrique restera le terrain de chasse de la bourgeoisie planétaire. Les travailleurs africains présents parmi nous, sont bien chez eux. Leurs exploités sont aussi les nôtres.

Il n'y a qu'ensemble que nous pourrons construire une planète sans exploitation et sans misère dans laquelle l'Afrique aura toute sa part. Alors oui, les immigrés africains comme tous les autres immigrés d'ailleurs vivent ici, ils travaillent ici, ils sont ici chez eux. Ce sont nos camarades !